

## 8. L'éducation des filles en Afrique



*Des filles se produisent en spectacle à l'école, Zambezia, Mozambique*

L'Afrique subsaharienne doit résoudre d'énormes problèmes pour atteindre l'égalité des genres dans l'enseignement et pour remplir les Objectifs du Millénaire pour le Développement relatifs à l'éducation et au genre. Pourtant, la région est également le théâtre de quelques-unes des initiatives les plus innovantes et les plus entreprenantes de promotion de l'égalité des genres dans l'enseignement . Ce document se penche sur l'Afrique subsaharienne et passe en revue quelques-uns des principaux obstacles auxquels les filles africaines font face pour accéder à ce droit fondamental qu'est leur éducation. Ce document examine ensuite les initiatives les plus significatives qui ont permis à des pays africains de franchir ces obstacles, les initiatives « neutres » en matière de genre et celles qui ciblent spécifiquement l'égalité des genres .

## Quelle est la situation des filles africaines?

Ni les garçons ni les filles ne vont bien dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Pourtant, l'Afrique abrite certains des exemples les plus innovateurs et dynamiques de ce qui marche. Par exemple, avec le Forum des Educatrices Africaines (FAWE), l'Afrique dispose d'un réseau actif et dynamique qui œuvre en faveur du changement dans l'éducation des filles. Mais même là où les tendances d'inscription scolaires sont rassurantes, elles ne peuvent dissimuler les problèmes liés à la manière dont les filles progressent à l'école et terminent leur éducation. En Afrique, les filles vont à l'école en moyenne 2,82 ans avant d'avoir 16 ans. C'est moins que partout ailleurs dans le monde. Seuls 46 pour cent des filles qui s'inscrivent à l'école en Afrique subsaharienne terminent le cycle primaire.<sup>1</sup>

Avec le taux de progression actuel, la parité entre les genres, c'est-à-dire un nombre égal de garçons et de filles dans l'enseignement primaire, ne sera pas atteinte avant 2038. Ces chiffres ne nous disent cependant rien quant à l'égalité des genres à l'école ou dans des environnements proches dans un sens plus large. Le projet Beyond Access (Au-delà de l'accès à l'éducation) a mis au point l'indicateur d'égalité des genres dans l'enseignement (IEGE) afin de mesurer les progrès les plus importants en terme d'égalité des genres dans l'enseignement. L'IEGE tient compte de la présence des filles à l'école primaire, de leur achèvement de cinq années de scolarité, de leur inscription dans l'enseignement secondaire et des niveaux d'égalité des genres que les filles rencontreront à l'âge adulte dans les soins de santé et en matière de revenus.

Certains pays africains, comme le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud, ont aujourd'hui un score IEGE de plus de 60 (sur un maximum de 100). C'est un succès considérable, mais le projet Beyond Access estime que seul un score IEGE de 95 permettrait d'indiquer que les Objectifs du Millénaire pour le Développement relatifs à l'éducation primaire universelle et à l'égalité des genres sont atteints. Ainsi, même les meilleurs pays d'Afrique devront fournir un effort soutenu au cours des dix prochaines années s'ils veulent atteindre un score de 95. Un autre groupe de pays, comprenant l'Ouganda, la Tanzanie et le Ghana, ont un score IEGE de moins de 60, mais ont vu leurs indicateurs progresser constamment au cours des dix dernières années. Cette progression est due à une large mobilisation politique et à l'introduction de nouvelles approches d'apprentissage et d'enseignement. D'autres pays comme le Kenya et le Nigeria, qui sont les plus peuplés d'Afrique, ont vu leur score IEGE chuter entre 1993 et 2003, et sont aujourd'hui sous la barre des 60. S'ils veulent atteindre un score de 95 d'ici 2015<sup>2</sup>, ces pays devront mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires, ce qui constitue une tâche énorme.

L'Afrique est un continent varié, composé de plus de 50 pays, d'un large éventail de cultures, de pays relativement riches, d'autres dépendants de l'aide étrangère, certains en proie à des guerres civiles, d'autres des démocraties stables, certains avec des populations ayant un niveau d'éducation relativement élevé et d'autres où la population est à peine alphabétisée. Lorsqu'on analyse les données d'inscription scolaire par pays, elles révèlent un large panel d'expériences diverses, allant du Niger où seulement 30 pour cent des filles (et 40 pour cent des garçons) vont à l'école primaire, à l'Ouganda où plus de 100 pour cent des garçons et des filles sont scolarisés.<sup>3</sup> C'est en Afrique centrale et de l'ouest que le fossé séparant filles et garçons en matière d'inscription scolaire est le plus large. En Guinée Bissau, par exemple, à peine 60 pour cent des filles s'inscrivent à l'école primaire comparés à 100 pour cent des garçons.<sup>4</sup> Dans les régions plus reculées du Mali, par exemple, les statistiques officielles indiquent que le taux d'inscription brut des filles n'avoisine que les 29 pour cent. Si le taux brut d'inscription des filles est déjà si bas, on peut supposer qu'il y en a très peu qui terminent leurs cycles primaires et secondaires.

Les généralisations quant à la situation de l'éducation des filles sont souvent trompeuses, même au sein d'un seul pays. Les variations au sein de chaque pays sont importantes. Par exemple, le développement de l'enseignement pour les filles varie fortement selon les différentes parties du Mozambique, pour des raisons culturelles, économiques et géographiques. La religion, l'éloignement des centres urbains, les pratiques matrimoniales, les modèles migratoires, les maladies, les impératifs du travail saisonnier, les rentrées d'argent et autres facteurs sont autant de raisons qui influent sur les différences de taux d'inscription des filles à l'école au sein d'un même pays.

C'est l'Afrique qui compte le plus de pays en conflit et de « pays à faibles revenus sous pression ». Ces pays se caractérisent par une combinaison de politiques faibles, d'institutions inadéquates, de mauvaise gouvernance et de violations des droits humains. Sur les 17 pays d'Afrique subsaharienne où le taux d'inscription scolaire a chuté dans les années 1990, six ont connu des conflits armés importants dans lesquels les filles furent particulièrement vulnérables. Certaines estimations montrent que 50 pour cent des enfants non scolarisés vivent dans des environnements touchés par les conflits. Certains pays avec un IEGE faible ont également connu des conflits par le passé.

### **L'éducation des filles dans les pays touchés par les conflits**

Les services (y compris l'éducation) mis en place dans des contextes d'urgences ou de catastrophes, sont souvent fournis sans égard au sexe des personnes qui en bénéficient et excluent souvent les filles par inadvertance. Les vulnérabilités particulières des filles en terme de sécurité physique, et leur exposition à la violence physique, s'intensifient dans les situations d'urgences ou de conflits.

Les pays qui émergent d'un conflit armé sont des environnements dans lesquels le travail est une véritable gageure. Ils peuvent cependant présenter des opportunités uniques. Le Rwanda est un exemple de pays dans lequel les organisations d'aide au développement ont pu soutenir le nouveau gouvernement et son engagement par rapport à l'équité et l'inclusion, en lui fournissant une aide concrète.

Des pays où un conflit vient juste de prendre fin, le Soudan par exemple, se trouvent face à des infrastructures sociales et matérielles en ruine ou mal conservées. Les débats sur les réformes politiques à mettre en oeuvre pour inclure les filles sont rarement réalisables étant donné qu'une large majorité d'enfants ne reçoit aucune scolarité officielle, mais ils constituent malgré tout des opportunités importantes pour promouvoir l'éducation des filles. Par exemple, le soutien pour la construction de nouvelles écoles peut notamment inclure des facteurs d'aménagement qui seront profitables aux filles, comme des toilettes séparées, des enceintes de protection ou des espaces adaptés pour les enseignantes. L'élaboration des programmes scolaires devrait systématiquement inclure une compréhension des problèmes liés au genre dans tous les domaines et garantir que le matériel pédagogique et le matériel d'apprentissage tiennent compte des besoins des filles et des garçons.<sup>5</sup>

Nous pouvons cependant identifier certains domaines qui requièrent davantage d'attention et de soutien:

- L'organisation de l'éducation : des écoles, des bancs, des livres et du matériel pédagogique et d'apprentissage.
- La capacité de déterminer les besoins spécifiques des filles et des garçons, et l'engagement politique en faveur de l'éducation des filles.
- Les capacités administratives, dans les ministères de l'éducation et les services publics au sens large.
- Les salaires, la situation sociale et le déploiement des enseignants, ainsi que la gestion des établissements scolaires, la supervision au niveau régional ainsi que la collecte et l'analyse des données.

Dans toute l'Afrique subsaharienne, à l'exception de quelques pays, les bailleurs de fonds dominent le financement de l'éducation et tendent à avoir une influence plus importante sur les politiques et pratiques éducatives que dans d'autres régions. Les taux d'accroissement de la population y sont élevés et le pourcentage de la population ayant moins de 15 ans y est plus élevé que dans n'importe quelle autre région. Le fardeau du VIH SIDA, de la malaria et de la tuberculose est également plus lourd en Afrique que partout ailleurs, ce qui a des retombées significatives sur les systèmes éducatifs de nombreux pays, yet évidemment sur les filles en âge scolaire. Néanmoins, une analyse spécifique au niveau local des différences vécues par les filles et les garçons, combinée à un engagement

durable et à des ressources suffisantes, engendre les idées et l'élan nécessaires pour attirer et garder les filles à l'école.

Les initiatives visant à atteindre l'égalité des genres ont été entravées par des décideurs politiques qui mésestiment toute la gamme de coûts économiques pour les familles et les communautés (particulièrement les frais pour les soins non rémunérés à l'acte et les coûts de renonciation), et qui font fi des relations et coutumes au sein des foyers et des communautés qui sont conditionnées par la façon dont les femmes et les hommes interagissent.

Le développement d' "îlots d'excellence" qui ne tiennent pas compte des conditions ailleurs dans le pays (y compris les contraintes financières) et l'espérance que des stratégies uniques puissent résoudre des problèmes complexes, en plus d' une planification et une mise en oeuvre insuffisantes et l'absence d' une relation transparente entre les stratégies et les objectifs, ont également sapé les tentatives de donner aux filles des opportunités égales à celles des garçons.<sup>6</sup>

## Une double approche pour atteindre le droit des filles à l'éducation

Une double approche impliquant deux types d'interventions est requise afin que les filles puissent aller à l'école et y restent. Tout d'abord, permettre au système éducatif de fonctionner pour les garçons *et* pour les filles est une étape essentielle pour améliorer les opportunités et les résultats des filles, particulièrement dans l'enseignement primaire. Cette étape est nécessaire mais insuffisante. La seconde intervention, visant à permettre à plus de filles d'aller à l'école et d'aller au terme de leur cursus scolaire, nécessite une approche qui cible les filles de manière spécifique.

### **Des systèmes éducatifs accessibles aux garçons *et* aux filles**

L'engagement de l'Ouganda visant à étendre l'accès à l'éducation à tous s'est traduit par l'augmentation du nombre d'admissions à l'école primaire qui est monté à 93 pour cent pour les garçons et à 90 pour cent pour les filles<sup>7</sup> après l'introduction de l'éducation primaire universelle en 1997.

Parmi les exemples d'autres interventions neutres en matière de genre<sup>8</sup> qui se sont avérées plus bénéfiques pour les filles que pour les garçons, nous pouvons citer celles qui réduisent la distance que les élèves doivent parcourir pour se rendre à l'école (par exemple au Niger et au Ghana), l'alphabétisation initiale dans la langue maternelle (comme c'est le cas en Zambie) et l'introduction de programmes de nutrition durables dans les écoles (comme au Kenya).

### **Analyse des questions liées au genre et interventions ciblées**

Les interventions neutres en matière de genre ne sont cependant pas suffisantes pour introduire l'égalité des genres dans l'enseignement. L'autre facette d'une approche visant à augmenter le taux d'inscription des filles et à les garder à l'école consiste à mettre en oeuvre des interventions spécifiquement ciblées sur les filles. Pour cela, des analyses minutieuses de l'éducation des filles tant au niveau régional que national, liées à une intervention ciblée et à un budget adapté, sont cruciales. Ces actions peuvent viser *les filles elles-mêmes* (en leur accordant par exemple plus de places dans les écoles secondaires), ou bien elles peuvent tenter de modifier les relations entre les genres qui affectent la participation et les résultats des filles (comme par exemple le fait que les communautés attendent des filles qu'elles se marient tôt ou les styles d'enseignement qui découragent leur participation au sein de la classe). Même dans les pays où l'équité est une préoccupation manifeste du gouvernement, comme c'est le cas au Rwanda, un risque habituel est que l'égalité des genres soit considérée comme un problème spécifique aux filles et non comme un ensemble de relations sociales plus large qui implique la répartition de l'autorité entre hommes et femmes.

Aucune approche unique ne résoudra tous les problèmes. Un large éventail d'interventions et d'initiatives est nécessaire pour améliorer l'éducation des filles de manière à ce qu'elles puissent réussir leurs études primaires et secondaires. Tous les partenaires de développement doivent faire preuve de créativité et de discipline s'ils veulent entreprendre des interventions centrées sur le processus et doivent les intégrer au sein d'un plan unique pour le secteur de l'éducation. Un large éventail de spécialistes du développement et d'employés du gouvernement, à différents niveaux du système d'assistance, doivent allouer le temps, l'argent et la réflexion nécessaires à la promotion de l'éducation des filles (des projets aux cadres stratégique de lutte contre la pauvreté en passant par le soutien budgétaire ; du gouvernement local aux cabinets ministériels).

Un engagement à long terme en faveur du *processus* d'amélioration des résultats scolaires des filles est essentiel, vu qu'aucun plan, qu'aucune intervention ou approche unique ne résoudra les problèmes complexes qui sous-tendent le manque de résultats des filles. Un engagement par rapport à l'objectif à long terme d'augmenter la participation des filles à tous les niveaux du système éducatif requerra des ajustements politiques, comme modifier à court terme l'organisation de la journée d'école afin que les filles puissent faire leurs tâches domestiques, mais également changer les comportements de façon à encourager les communautés à reconsidérer le nombre d'heures de travaux domestiques que doit accomplir une fille en âge scolaire.

## Coûts

La réduction des frais liés à l'enseignement bénéficie autant aux filles qu'aux garçons. Ces coûts peuvent prendre quatre formes différentes:

- Les frais de scolarité directs (comme ceux qui sont supprimés par les politiques d'éducation primaire gratuite);
- Les frais indirects (tels que les cotisations des associations de parents et de maîtres, les impôts des enseignants, et les frais de construction);
- Les coûts indirects (par exemple le prix des chaussures et des uniformes);
- Les coûts d'opportunité

Pendant, les coûts liés à l'éducation affectent différemment les filles, et des changements au niveau des coûts ont des effets disproportionnés sur la capacité des filles à accéder à l'école.

La suppression des frais directs entraîne souvent une augmentation plus importante du nombre de filles qui s'inscrivent à l'école que du nombre de garçons. Les coûts indirects, tels que les vêtements, la sécurité et le transport, sont généralement plus élevés pour les filles, ce qui rend l'accès à l'éducation encore plus difficile pour les filles.

Les conséquences des coûts d'opportunité sur l'éducation ont un impact particulièrement important sur les filles. Ces coûts sont liés aux « services » que perd la famille lorsqu'une jeune fille est scolarisée. Une fois que les obstacles posés par les coûts directs et indirects sont franchis, il est important de comprendre ces coûts d'opportunité. La scolarisation des filles africaines entraîne des coûts d'opportunité particulièrement élevés car les corvées de combustible et d'eau, qui demandent beaucoup de temps et de main d'œuvre, sont généralement effectuées par des jeunes filles en âge scolaire. Les filles s'occupent également de leurs plus jeunes frères et sœurs lorsque leurs parents travaillent ou lorsqu'il n'y a pas de service local de prise en charge des enfants. Les filles vendent souvent les produits sur les marchés locaux et sont impliquées dans un large éventail d'activités à vocation commerciale. Ce sont également elles les plus touchées par l'épidémie de VIH/SIDA. Non seulement elles sont plus menacées par cette maladie que les garçons, mais ce sont également elles qui devront manquer l'école pour s'occuper des membres de leur famille qui sont malades. Les filles sont également vulnérables aux mauvais traitements sur le chemin de l'école, et à l'école même. Le mariage précoce et la dot sont des facteurs essentiels dans la vie sociale de nombreuses communautés africaines. Presque partout au Soudan, plus une fille est éduquée, moins elle a de valeur, ce qui engendre des coûts d'opportunité de taille pour les parents.<sup>9</sup>

Il est difficile d'aborder les causes sous-jacentes de ces coûts d'opportunité élevés dus à la scolarisation des filles car ils sont

engendrés par des relations hommes-femmes profondément ancrées, qui sont spécifiques à la communauté locale tout comme à l'économie à plus grande échelle. Les interventions nécessaires ne doivent pas uniquement être diversifiées et à grande échelle, mais doivent également être promues par le biais de la participation à la collectivité.

Parmi les efforts couronnés de succès, on peut citer les écoles communautaires qui permettent aux filles d'aller à l'école quelques heures par jour afin de pouvoir remplir leurs charges familiales, la combinaison avec un lobbying communautaire intensif visant à promouvoir l'éducation des filles ; l'organisation de l'éducation de la première enfance, les crèches, et autres programmes qui allègent la charge des filles en âge scolaire qui doivent s'occuper des plus petits ; l'approvisionnement en eau et combustibles afin que les filles ne travaillent plus des heures durant ; et d'autres initiatives nécessitant moins de travail et plus rentables. A long terme, il est nécessaire de modifier les conditions du marché du travail officiel ou non, d'établir des salaires et conditions de travail égaux, et donc de démontrer que les filles éduquées ont de meilleurs salaires et une meilleure qualité de vie.

## Améliorer la qualité de l'éducation des filles en Afrique

L'amélioration de l'accès des filles à l'école primaire et secondaire (évidemment en réduisant les coûts de fréquentation scolaire) est un pas décisif dans la bonne direction. De nombreux pays africains essaient de trouver des solutions afin de rendre l'éducation accessible à tous. Garder les filles à l'école jusqu'à ce qu'elles terminent le cursus primaire et secondaire est un tout autre problème. Le parachèvement scolaire est souvent lié à la qualité de l'enseignement. Le concept de qualité englobe une série de facteurs, notamment les méthodes et styles d'enseignement, le matériel pédagogique et les infrastructures, la gestion scolaire, la participation de la collectivité et le programme scolaire.<sup>10</sup>

Certaines initiatives ont amélioré la qualité de l'enseignement et ont contribué à augmenter le taux de parachèvement de la scolarité des filles dans certains pays (bien que, sans analyse systématique, il est impossible de généraliser quant à l'efficacité, le caractère abordable et l'intérêt de l'éducation dans des contextes différents)

Ces initiatives comprennent :

- faire des taux d'inscription et de progression des filles un élément des critères de performance (tant pour les écoles que pour leur personnel)



- inclure la sensibilisation aux questions liées au genre dans la formation des enseignants tant pour la formation préalable que pour la formation en cours d'emploi *et* l'évaluation des résultats
- adopter des programmes et des matériaux scolaires qui tiennent à la fois compte des besoins des filles et des garçons ;
- Mettre en place des toilettes séparées et d'autres infrastructures adaptées;
- Mettre un terme à la violence liée au genre et au harcèlement sexuel et réformer les politiques d'admission des filles enceintes.
- Employer plus d'enseignantes dans les zones rurales;
- Octroyer un accès préférentiel et la possibilité de promotion automatique aux filles.

## Recommandations

Amener les filles à s'inscrire dans les écoles et les y garder constitue un problème pour lequel il n'existe pas de solution unique. Les stratégies varient d'un pays à l'autre et dépendent de différents facteurs : le pays a-t-il atteint l'éducation primaire universelle, a-t-il un fort engagement politique pour l'égalité des femmes, et/ou a-t-il une compétence administrative solide. Néanmoins, au niveau le plus général, il est nécessaire d'avoir une double approche pour la promotion de l'éducation des filles dans tous les pays, ce qui implique un meilleur accès et une meilleure qualité de l'enseignement pour tous les enfants ainsi que des programmes ciblés. Les pays doivent également améliorer leur système éducatif à de nombreux niveaux : planification basée sur les résultats, systèmes de financement efficaces, budgets sains, réduction des obstacles à l'accès à l'enseignement et souci de la qualité.

Les gouvernements doivent non seulement s'attaquer aux problèmes d'accès et de qualité mais également:

- assurer un financement suffisant de l'enseignement primaire et secondaire;
- Offrir une éducation de base gratuite et supprimer les coûts (frais directs/indirects, coûts indirects/d'opportunité)
- Mettre à disposition des écoles en nombre suffisant et physiquement accessibles;
- garantir des effectifs raisonnables au sein des classes et des salaires décents pour les enseignants;
- soutenir et promouvoir les initiatives qui ciblent les filles issues des familles les plus pauvres et des zones rurales;

- considérer l'égalité des genres comme une dimension intégrante de l'enseignement et de l'apprentissage.

**Les ONG peuvent promouvoir les stratégies gouvernementales en:**

- s'assurant que les initiatives ciblées ne sont pas des "îlots d'excellence" mais qu'elles sont intégrées dans les régimes d'enseignement ;
- menant des évaluations et des collectes d'informations de qualité au niveau local, pour le développement de pratiques et de politiques éducatives de qualité qui traitent les filles et les garçons de manière égale ;
- menant des campagnes en faveur d'une variété d'approches centrées sur le processus budgétaires de manière réaliste ;
- accordant le temps, l'argent et la réflexion nécessaires à la promotion de l'éducation des filles ;
- en évaluant les progrès du gouvernement grâce à des outils spécifiques, comme par exemple une budgétisation traduisant les besoins différents des filles et des garçons, ou l'IEGE au niveau régional.

## Notes

---

<sup>1</sup> E. Kane, May (2004) *Girls' Education in Africa: What Do We Know about Strategies that Work?*. Africa Region Human Development Working Paper Series. Washington, DC: Banque Mondiale.

<sup>2</sup> E. Unterhalter, E. Kioko-Echessa, R. Pattman, R. Rajagopalan, N'Jai, Fatmatta (2005) 'Scaling up Girls' Education: Towards a Scorecard on Girls' Education in the Commonwealth'. Londres: Beyond Access Project.

<sup>3</sup>Ceux-ci correspondent aux « taux brut de scolarisation primaire ». Les taux brut de scolarisation peuvent excéder 100 pourcent s'ils comprennent les élèves au-delà de l'âge de scolarité qui sont toujours à l'école primaire. Les taux nets de scolarisation comprennent seulement les étudiants des écoles officielles et ne dépassent pas 100 pourcent.

<sup>4</sup> UNESCO (2003) *Gender and Education for All – The Leap to Equality*, EFA Global Monitoring Report 2003/4. Paris: UNESCO.

<sup>5</sup> Lire N. Diop, (2004) 'Gender Budgeting in Education Ministries: Case study of the Rwandan Ministry of Education', troisième séminaire Beyond Access [www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess](http://www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess); J. Kirk, (2004) 'Teachers Creating Change: Working for Girls' Education and Gender Equity in South Sudan', *Equals Newsletter* 8, Septembre; D. Mazurana, 2004, 'Reintegrating Girls from Fighting Forces in Africa' ID21 *Insights*, numéro 3.

<sup>6</sup> E. Kane, *Ibid.*

<sup>7</sup> Voir le dossier 7 de cette série, 'L'intégration du genre dans les budgets éducatifs nationaux'. Oxford: Oxfam GB.

<sup>8</sup>"Neutre en matière de genre" est le terme le plus fréquemment utilisé dans la littérature lorsque l'on se réfère aux interventions qui ne font pas de différences entre filles et garçons. Néanmoins, « sans distinction de genres » est un terme plus précis désignant les interventions qui ne sont pas ciblées.

<sup>9</sup> En revanche, dans une large partie du sud de l'Afrique, une fille éduquée représente un dot plus importante qu'une fille moins éduquée.

<sup>10</sup> Voir le dossier 1 de cette série 'Au-delà de l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons: comment parvenir à une éducation de qualité dans le respect de l'égalité des genres'. Oxford: Oxfam GB.

Photo de couverture : Sheila Aikman, Oxfam GB

© Oxfam GB, décembre 2005

Ce dossier est le produit du projet "Beyond Access". Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk).

Pour plus d'informations sur le projet "Beyond Access", rendez-vous sur : [www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess](http://www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess)

Si vous voulez formuler un commentaire à propos des sujets abordés dans ce numéro, envoyez un mail à : [beyondaccess@oxfam.org.uk](mailto:beyondaccess@oxfam.org.uk)

Les autres dossiers de cette série se trouvent sur [www.oxfam.org.uk/what\\_we\\_do/issues/education/gender\\_education.htm](http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/education/gender_education.htm)

## Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation pour le développement, d'aide et de campagne qui travaille en collaboration avec d'autres pour trouver des solutions durables contre la pauvreté et la souffrance à travers le monde. Oxfam GB est un membre d'Oxfam International.

Oxfam House  
John Smith Drive  
Cowley  
Oxford  
OX4 2JY

Tél. : +44.(0)1865.473727  
E-mail : [enquiries@oxfam.org.uk](mailto:enquiries@oxfam.org.uk)  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)